



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

## **Solidarités - Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2022 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « *garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance* ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de l'Etat aux côtés des acteurs de terrain est indispensable, car ils disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les collectivités territoriales, auxquelles leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières. L'ensemble des politiques publiques portées par les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir efficacement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Le pilotage local est la garantie de la mise en œuvre d'actions répondant aux besoins repérés sur les territoires. C'est donc dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qu'une convention d'appui entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier a été signée le 31 octobre 2020 pour une durée de 3 ans (2020-2021-2022). Cette convention définit des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats. Ces engagements réciproques permettent de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Un premier avenant a été signé le 25 juillet 2021, entérinant la programmation proposée pour 2021, puis un second a été signé le 8 août 2022, entérinant la programmation proposée pour 2022. Au titre de ces 2 dernières années, l'Etat a apporté un soutien financier à la Métropole, à la Ville et au CCAS à hauteur de 500 000 € annuels, identique à celui apporté pour l'année 2020.

Les actions qui ont été déployées en 2022 sont les suivantes :

### **Au titre de la veille sociale :**

Pour casser la reproduction de la pauvreté et assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité :

- Décloisonnement de l'accueil de jour avec Gammes-Issue ;
- Distribution de kits hygiène – amélioration de l'accès aux douches et lave-linges – soutien à la Bulle douche nomade ;
- Extension des maraudes du Samu social sur la Métropole ;

### **Au titre de l'aide alimentaire :**

- Consolidation du marché solidaire géré par le Secours populaire ;
- Constitution et animation d'un réseau d'enseignes (commerçants solidaires) proposant des produits suspendus aux personnes précarisées, avec La cloche solidaire ;
- Conception et début d'expérimentation d'une Caisse Alimentaire commune Territoires à Vivres ;

- Distribution de paniers solidaires aux bénéficiaires de l'aide alimentaire du CCAS ;
- Développement d'un réseau d'épiceries sociales et solidaires ;

**Au titre de l'insertion professionnelle et la mobilisation des entreprises :**

- Soutien à des expérimentations de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi, portées par le CCAS, l'APIJE, l'IMEIF, APSH34, France active AIRDIE, CREER - Maison des chômeurs et citoyens solidaires ;
- Développement de dispositifs d'insertion par l'activité économique :
  - Soutien à des ateliers chantiers d'insertion et aide au démarrage d'associations de préfiguration d'EI, portés par IMEIF (Tremplin vers les métiers du secteur sanitaire et social ; Etude de faisabilité pour la création d'une EITI), Recycl&Vs, Les jardins de Cocagne Mirabeau ;
  - Renforcement de la Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause sociale ;
  - Recrutement d'un chargé de projet pour conduire l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée et AMO pour la réalisation d'un diagnostic territorial et de l'appui opérationnel à l'ingénierie de projet ;
- Mobilisation des entreprises en faveur des publics en précarité :
  - Soutien à des associations innovantes en termes de méthodes : UCRM (IOD), Coraline / Mozaïk RH, 60 000 Rebonds ;

**Au titre de l'accompagnement et l'accès aux droits des personnes en situation de précarité :**

- Pour les personnes vivant en bidonvilles :
  - o mise en place d'un projet expérimental d'accès aux savoirs de base et de formation linguistique (ateliers sociolinguistiques) ;
  - o Actions urgentes d'amélioration de la sécurité et de l'hygiène sur les sites ;
  - o Soutien des dispositifs d'urgence et intercalaire (Les Violettes et La Rauze) ;
  - o Création d'un poste dédié à la coordination des actions de résorption ;
- Pour le développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en précarité et d'expérimentations visant à réduire l'habitat illicite :
  - o Mise en place d'une ingénierie adaptée ;
  - o Soutien au projet d'habitat intercalaire Luttopia ;
  - o Gestion de sites intercalaires (mise en sécurité et aménagement) ;
  - o Hébergement d'urgence temporaire sur site Rives du Lez ;
  - o Création d'un poste de Travailleur social dédié (1/2 ETP) ;

Le présent rapport d'exécution, établi par la Métropole en lien avec la Ville et le CCAS, rend compte de l'exécution des actions déployées en 2022 et de l'utilisation des crédits versés par l'Etat au titre de la convention d'appui et de son avenant n° 2. Il rappelle ainsi, action par action, le projet et les engagements. Il rend compte de son exécution en présentant les résultats obtenus, les écarts éventuellement observés et les ajustements réalisés. Il contient en annexe un tableau de suivi financier global indiquant les dépenses réalisées pour l'ensemble des actions conduites par la Métropole, la Ville et ses partenaires sur le territoire, par rapport au cadre financier initial.

Le vote de ce rapport d'exécution conditionne la délégation des crédits qui seront alloués par l'Etat en 2023, à l'occasion de la prise d'un nouvel avenant à la convention initiale. Cet avenant fera également l'objet d'une délibération qui sera présentée aux Conseils de Métropole et municipal de juin 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le rapport d'exécution 2022 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et de son avenant n° 2 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-225956-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- annexe rapport-tableau suivi financier global 2022 vf.pdf
- projet rapport d'exécution 2022 au 15-03.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.